

DECLARATION DU C.L.A.D.O. DE NANTES **(Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière)**

Le CLADO s'est réuni à NANTES le 17-2-65. A son ordre du jour, un point unique: la déclaration d'Alexandre HEBERT concernant la candidature d'André MORICE.

LE POINT DE VUE D' A.HEBERT:

"Il ne peut être question que notre organisation s'engage dans une bataille électorale. Nos statuts nous l'interdisent et nos adhérents ne le comprendraient pas. Chacun d'entre-nous conserve en cette matière sa liberté d'opinion et d'action. Ce qui n'exclut pas, bien entendu, que nos militants discutent entre-eux de ces problèmes. Mais nous n'avons pas de mot d'ordre à leur donner. Nous les considérons comme majeurs et responsables.

C'est donc une simple opinion personnelle que je puis vous donner et celle-ci n'engage en rien mon organisation. Je reconnais d'ailleurs aux autres militants le droit d'avoir un autre avis. Je dois pourtant ajouter que de nombreux militants Force-Ouvrière ont un point de vue identique au mien.

La nouvelle loi électorale est conçue de façon à confier l'administration municipale des villes de 30 000 habitants à la liste qui, ayant accueilli la majorité des voix, enlèvera tous les sièges. Les élections municipales vont donc s'inscrire dans le cadre de l'offensive menée par le pouvoir depuis 1958 pour mettre progressivement en place des structures totalitaire.

La minorité, si importante qu'elle soit, n'aura plus aucun représentant au sein des conseils municipaux. Je considère qu'il s'agit là d'une atteinte extrêmement grave aux libertés et c'est ce qui donne un caractère politique à ces élections.

Avec la réforme administrative et celle des comités d'expansion économique régionaux, la réforme judiciaire, la réforme hospitalière, la réforme de la Sécurité Sociale, la réforme de l'Enseignement, le Gouvernement a dépouillé les organismes préexistants de leurs prérogatives pour les transférer à l'Etat, en renforçant ainsi le caractère autoritaire de l'organisation sociale. Le Gouvernement se propose aujourd'hui de contrôler les municipalités par l'intermédiaire de l'U.N.R.-U.D.T.: tel est le sens de la loi électorale qu'il a mise en place. La même politique s'affirme à travers la volonté exprimée de regrouper les petites communes et de remplacer les maires élus des grandes villes par de hauts fonctionnaires désignés par le pouvoir central: les candidatures officielles y conduiraient.

L'expérience m'a appris que l'existence d'un état totalitaire est incompatible avec celle d'un syndicalisme indépendant. La conquête des municipalités par l'U.N.R.-U.D.T. ne peut être que lourde de conséquences. C'est pourquoi il est primordial d'empêcher que la Mairie de Nantes tombe aux mains de l'U.N.R.-U.D.T.: il est plus utile de faire barrage au totalitarisme que de lancer des proclamations contre le pouvoir personnel. C'est sur le plan de l'action que je me place.

Je me méfie beaucoup des catégories. A vrai dire, les notions de droite et de gauche n'ont pas grand sens pour moi qui suis un syndicaliste jugeant les réalités à la seule lumière de la lutte des classes. Je répugne donc à employer le langage des hommes politiques: la gauche, la droite ... D'ailleurs, qui est de gauche ou de droite? "Le Parti Communiste" se dit de gauche mais il approuve, dans ses grandes lignes, la politique étrangère de DE GAULLE: or qu'est cette politique sinon un retour au nationalisme maurrassien? Le P. S. U. se dit de gauche, mais il présente un contre-plan qui, dans le domaine de la politique économique, ne tend qu'à aggraver le centralisme étatique que je dénonçais tout à l'heure.

Plutôt que des partis de gauche, parlons donc des forces démocratiques, encore que ce terme ait été bien galvaudé. Si on considère, comme je le fais, que l'objectif essentiel est de battre l'U.N.R., l'union la plus large possible est souhaitable. Les élections municipales seront dépolitisées si tous les hommes ayant peut-être des idées politiques différentes, mais tous attachés aux libertés et soucieux avant tout de gérer au mieux les intérêts de la Ville de Nantes, se rassemblent sur une liste commune. La dernière consultation municipale, qui Remonte à mars 1959, a donné les résultats suivants: Indépendants: 33704 voix; Parti communiste: 17297 voix; S.F.I.O. :12 621 voix; U.N.R.: 11735 voix; Radicaux: 11109 voix; M.R.P.: 5 354 voix; et tendance P.S.U.: 3088 voix.

L'U.N.R. peut être aisément battue par une coalition de toutes les autres listes. Mais si l'on retombe dans les querelles partisans, si l'on jette des exclusives contre telle liste ou tel homme, l'arithmétique nous apprend que l'U.N.R. peut aussi l'emporter avec les voix des indépendants, si la majorité de ceux-ci se laisse circonvenir.

C'est pourquoi je ne peux que réprouber l'attitude du porte-parole de la C.G.T. qui a profité du meeting du 11 décembre pour lancer l'anathème contre André MORICE: il n'avait pas à user d'une tribune intersyndicale pour lancer un mot d'ordre politique que Jacques Duclos devait par la suite confirmer.

Pour ma part, je considère que pour battre l'U.N.R.-U.D.T. il ne doit pas y avoir d'exclusive. En ce qui concerne André MORICE, je me suis trouvé en désaccord violent avec lui notamment à propos du conflit algérien. Mais sur le plan de la gestion municipale, je crois qu'il peut être utile. En tout cas, je me demande si l'exclusive jetée contre MORICE n'est pas un simple prétexte. Auquel cas, je pose la question au profit de qui?". (Eclair 8-1-65)

Avant de prendre position sur cette déclaration, nous tenons à rappeler:

Le CLADO rassemble à NANTES les révolutionnaires de diverses tendances: trotskystes, anarchistes et autres syndicalistes révolutionnaires, dont le camarade Alexandre HEBERT.

L'activité du noyau des révolutionnaires, organisée depuis 1950 par le CLADO, exprimant les aspirations des ouvriers nantais, s'est développée à chaque étape de la lutte de classe.

En 1953, en 1955, les militants révolutionnaires ont participé, à tous les postes confiés à eux par les travailleurs, au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son état, combat dont la pointe la plus avancée a été NANTES.

C'est à NANTES également que la résistance à l'intégration a démarré avec le refus de participer au Comité d'expansion régional et; aux divers organismes mis en place par DE GAULLE pour intégrer les syndicats à l'Etat.

C'est en 1964, à partir de la grève des traminois nantais et des actions, de St MARS LA JAILLE, que les révolutionnaires ont lancé l'appel au tous ensemble signé par 135 travailleurs nantais (C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N.), repris ensuite par plusieurs milliers de travailleurs dans toute la France,

VOILA CE QU'EST LE C.L.A.D.O.!

Aujourd'hui, prétextant la déclaration d'Alexandre HEBERT,

- ceux qui en 1953 ont contraint la grève générale à s'enliser dans l'ornière du parlementarisme bourgeois,

- ceux qui en 1955 ont brisé la généralisation des luttes et l'action directe contre la guerre, d'Algérie qui se développait à partir des usines et des casernes,

- ceux qui en 1958 ont refusé d'appeler à la grève générale contre l'arrivée de DE GAULLE au pouvoir,

- ceux qui contraignent les travailleurs à la tactique des grèves tournantes dont le bilan négatif s'inscrit chaque jour toujours plus lourd,
- ceux qui depuis des années divisent la classe ouvrière par des revendications hiérarchisées qui donnent des miettes aux salariés des petites et moyennes catégories et des dizaines de milliers d'anciens francs aux hauts cadres serviteurs du patronat,
- ceux qui après la grève du 11 décembre, qui a rassemblé 80% des travailleurs en lutte, ont déclenché l'opération des 27 et 28 janvier, où seulement 40% des travailleurs ont débrayé,
- ceux qui ont refusé le 11 décembre, les 27 et 28 janvier d'appeler dans toute la France tous les travailleurs du secteur privé à se joindre à tous les travailleurs du secteur public et du secteur nationalisé,

à ceux-là, les militants regroupés autour du C.L.A.D.O. ont donné et donnent la réponse par l'action qu'ils mènent dans les entreprises et les syndicats pour le FRONT UNIQUE OUVRIER, classe contre classe.

AUX TRAVAILLEURS, LE C.L.A.D.O. doit une explication claire.

Il la donne:

Nous sommes hostiles à tout accord avec une aile de la bourgeoisie contre une autre aile de la bourgeoisie.

"On ne marie pas l'eau avec le feu". Cette constatation, émanant de l'appel de NANTES au TOUS ENSEMBLE, reste toujours exacte.

Les intérêts de la bourgeoisie et ceux des ouvriers ne peuvent être conciliés. M. André MORICE, DE GAULLE, l'U.N.R., les Radicaux bourgeois, le M.R.P., les Indépendants de toutes espèces, l'EXPRESS, LE MONDE, l'AURORE, TOUS, patrons et représentants de la bourgeoisie de toutes tendances, sont d'accord avec la politique des revenus.

Les travailleurs condamnent la politique des revenus qui vise, à travers l'application du 5ème Plan à bloquer les salaires, à diminuer le pouvoir d'achat, à museler les syndicats, à les transformer en courroie de transmission des décisions de l'Etat.

Les travailleurs veulent défendre leurs libertés:

- liberté d'organisation,
- liberté de réunion,
- droit de grève,

qui sont autant de positions qu'ils ont arrachées par leurs luttes de classe. La bourgeoisie et son Etat, toutes tendances réunies, MM. MENDES- FRANCE, André MORICE, des radicaux jusqu'à DE GAULLE, veulent pour la défense de leurs privilèges et de leurs profits, limiter les libertés d'organisation et de réunion et réglementer le droit de grève.

Répétons-le à nouveau, les travailleurs ne sauraient accepter d'apporter leur soutien à l'une ou à l'autre aile de la bourgeoisie.

Les expériences tragiques de la République de WEIMAR, du FRONT POPULAIRE, du FRONT REPUBLICAIN sont là pour en témoigner: lorsque la domination de classe de la bourgeoisie, incarnée par son Etat est menacée, toute la bourgeoisie fait front. C'est la République "démocratique" de WEIMAR qui "démocratiquement" a offert le pouvoir à HITLER.

C'est la chambre des députés du Front Populaire, élue en 1936, sur le slogan "Paix, Pain, Liberté", qui a déclenché la guerre, investi PETAIN et dissous les organisations ouvrières.

C'est la chambre du Front Républicain qui, en 1958, a légalement donné le pouvoir à DE GAULLE.

POUR TOUTES CES RAISONS les militants révolutionnaires, regroupés dans le C.L.A.D.O., ne savaient approuver la déclaration d'Alexandre HEBERT qui n'engage que lui-même.

(Fait à Nantes, le 17 Février 1965).